

CIBLE

Littérature

Sacré Laurent Fabius, toujours identique à lui-même : fin dans la tactique, impitoyable dans les luttes intestines (quand il est entouré de ses hommes de main), pusillanime dans la décision politique, dépourvu de toute conviction...

La menace d'un « non » qu'il fait planer sur le référendum de 2005 est typique de son opportunisme consubstantiel. Et les conditions qu'il pose au président de la République en matière d'emplois et de délocalisations ne touchent pas au fond du débat, qui porte sur la nature, le contenu et la portée du « traité constitutionnel ».

Cela se voit comme un nez rouge sur une face de clown : Laurent Fabius veut se placer « à gauche » face à François Hollande dans la course présidentielle. Le reste n'est que basse littérature : lorsqu'il était ministre des Finances de Lionel Jospin, le camarade Fabius avait accepté l'absurde contrainte du pacte de stabilité, entériné la privatisation de l'énergie décidée en 2002 à Barcelone et préparé le démembrement de l'État.

Il faudra que « Laurent » fasse preuve de beaucoup de patience, ou de ruse, pour nous convaincre qu'il a répudié son blairisme et qu'il a désormais le courage d'une ferme opinion.

MEDIAS

Primes à la terreur

35 heures

**Que veut
le Medef ?**

p. 4

France libre

**René de
Naurois**

p. 8

Outre-mer, Chirac désavoué

Guadeloupe, Polynésie française, Nouvelle Calédonie. Les trois fleurons de l'ex-RPR outre-mer ont changé de majorité lors des élections locales du printemps dernier. Chirac, balayé. Jamais, aux quatre coins du monde, les collectivités ultramarines n'avaient dit en chœur, unanimes : cessez de nous mépriser !

Lassitude ? Écœurement ? C'est en fait le modèle de développement conçu dans les années 1960 en faveur des derniers confettis de l'empire, fondé sur la solidarité de la nation, dans sa dimension budgétaire et plus récemment sociale, qui doit être aujourd'hui revu, et de fond en comble. Un quart de siècle après la métropole, l'outre-mer français doit se plier aux contraintes de la régulation budgétaire car outre-mer aussi, les ressources sont devenues rares.

Le gouvernement n'aura pas trop de difficulté à revoir l'enveloppe budgétaire allouée à chaque collectivité. C'est déjà le cas dans les territoires français du Pacifique : les contrats de plan État-Territoire ne sont pas renouvelés. Les ministères territoriaux doivent dorénavant négocier pied à pied avec les ministères parisiens - ce qui augure de belles batailles en perspective et de

bien belles désillusions, les nouveaux élus ne disposant pas ou trop peu des relais nécessaires dans les cabinets parisiens pour faire avancer leurs dossiers.

L'État local, de son côté - préfectures et hauts-commissariats - est dépossédé de sa carotte budgétaire car il a de moins en moins à « distribuer » ; il n'en est que plus réduit à faire du contrôle de la légalité et à assurer le maintien de l'ordre. Nous pourrions d'ailleurs conseiller aux forces de l'ordre de redoubler de vigilance car l'explosion sociale - chaque collectivité en connaît une en moyenne tous les dix ans - pourrait survenir plus vite qu'on ne le pense et éventuellement au même moment en plusieurs endroits. L'amortisseur social, évanescant, fait peser un risque réel sur la stabilité de ces pays.

Le social, justement : un coin est désormais enfoncé

dans les politiques publiques. La réforme des politiques d'assistanat est nécessaire mais elle risque d'être brutale. Tout le monde reconnaît les dérives du RMI dans les DOM (l'ineffable « M. Rémi ») : alcoolisme, drogue, abrutissement des jeunes et délinquance en sont la conséquence directe. Cette politique sera révisée, pour trois raisons :

- cette politique est irréaliste. L'assistanat dans nos collectivités ultramarines conduit les bénéficiaires à une lente déchéance. Nos jeunes d'outre-mer ne font plus rien pour une majorité d'entre eux et sont démotivés à l'idée de rechercher un emploi ; ils en viennent à perdre leur dignité et n'éprouvent aucune reconnaissance pour la métropole qui leur paie pourtant leurs allocations ;

- cette politique est moralement condamnable car prôner l'égalité sociale entre métropole et collectivités d'outre-

mer, au fond, c'est du racisme ! Le bonheur sous les tropiques n'a pas le même goût qu'en métropole ; ignorer cette différence, c'est mépriser nos compatriotes d'outre-mer. Il est dès lors bien compréhensible que ceux-ci se révoltent. L'État ne sait pas écouter !

- Cette politique est irresponsable ; le risque d'explosion sociale est réel car l'ambition gouvernementale consistant à créer les conditions de l'égalité sociale entre l'outre-mer et la métropole est une utopie qui ne peut que créer des frustrations, au mépris au fond du génie ultramarin. Ce que nos compatriotes d'outre-mer demandent, ce n'est pas tant de l'argent que de la reconnaissance. Cette reconnaissance passe par l'invention d'un modèle de développement durable concerté, sans tabou.

Avant toute chose, il est nécessaire de revenir au schéma DOM-TOM, avant les modifications statutaires voulues et mises en œuvre par Jacques Chirac afin de complaire à ses amis, qui ont entraîné un éclatement du système. Rendons à l'outre-mer cohérence et fermeté institutionnelle en mettant fin à l'enchevêtrement des compétences, à la confusion entre le principe d'assimilation législative (DOM) et celui de spécialité législative (TOM) et à l'apparition déraisonnée, inutile et néfaste de nouveaux paradis fiscaux (St-Martin, St-Barthélemy).

Souhaitons bon vent aux nouveaux exécutifs !

Jean CARALL

royaliste 

SOMMAIRE : p.2 : Outre-mer, Chirac désavoué - p.3 : Télé-bizness - p.4 : Gaspillage - Le beurre et l'argent du beurre - p.5 : Stratégies d'influence - p.6/7 : Retour à Douchanbe - p.8 : J'étais là et telle chose m'advint - p.9 : Port-Royal - p.10 : Cette singulière Nathalie Rheims - Gens de France - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Primes à la terreur.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Télé-biznesse

Qui, devant la nullité ou la vulgarité d'émissions télévisuelles, ne s'est écrié en tordant le cou à l'appareil : « Mais enfin, qu'est-ce qu'ils ont dans la tête pour nous servir des bêtises pareilles ? ».

Cette question, à laquelle on n'osait répondre assurément, entraînait à des supputations sur le niveau mental, l'arrière-plan culturel, la visée plus ou moins politique des producteurs ou directeurs de chaînes, voire le mépris de fer qu'on devinait chez eux à l'égard du public. Mais rien n'était moins sûr, et notre candeur demeurait sauve. Même ceux de nous qui tutoyaient de plus près la machine, s'ils avaient osé parler d'une « cible », incarnée volontiers par une « ménagère de moins de 50 ans », reconnaissaient en elle l'avatar de « la concierge », cet arbitre du goût populaire des années 50, voire de la cuisinière à qui Anatole France donnait la primeur de ses romans... Cette brave dame était-elle, de *remake* en *remake*, la *Cible* que visaient finalement les grands Archers de la Télévision ?

La question est pour moi demeurée en suspens jusqu'au

9 juillet dernier où me furent rapportées les paroles de Patrick Le Lay, PDG de TF1, interrogé parmi d'autres patrons (1) :

« Il y a beaucoup de façons de parler de la télévision. Mais dans une perspective « business », soyons réalistes : à la base, le métier de TF1, c'est d'aider Coca-Cola, par exemple, à vendre son produit (...). Or pour qu'un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Nos émissions ont pour vocation de le rendre disponible : c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible (...). Rien n'est plus difficile que d'obtenir cette disponibilité. C'est là que se trouve le changement permanent. Il faut chercher en permanence les programmes qui marchent, suivre les modes, surfer sur les

tendances, dans un contexte où l'information s'accélère, se multiplie et se banalise. »

Texte lumineux, digne sujet de baccalauréat, si le prochain académicien n'en a pas fait le thème de son discours d'entrée quai Conti... Tout y est et d'abord une définition de la télévision « dans une perspective business » : « à la base, le métier de TF1, c'est d'aider Coca-Cola, par exemple, à vendre son produit ».

On savait les recettes publicitaires importantes, on les savait dominantes dans certains choix, mais on croyait encore devoir les compter parmi les moyens dont la télévision se servait pour faire... de la télévision. Eh bien non ! Copernic est dépassé : P. Le Lay dit, avec une franchise qui devrait nous en affranchir à jamais, que le seul but de la télé est de faire passer le message de la publicité. À relire littéralement : « à la base... » et il n'hésite pas à employer le mot : c'est son métier.

D'où s'ensuit la fonction technique des émissions : « détendre le cerveau humain entre deux messages ». McLuhan dépassé : l'émission - fût-elle jeu, feuilleton, dramatique ou, pourquoi pas Journal télévisé ? - est un massage préparatoire au message (de Coca-Cola). L'émission doit donc maîtriser les techniques de relaxation des neurones. Elle doit réinventer, puisant aux meilleures sources, les procédés qui opèrent une

« détente de l'esprit » suffisante pour lever les barrages à la montée du flot des vérités suggérées/imposées. Et ce travail, avoue Le Lay, est harassant et toujours à recommencer : « suivre les modes, surfer sur les tendances... » Qu'importe !

Tout est bon pour extraire le temps de cerveau humain disponible nécessaire à l'absorption du message - le T.C.H.D. qu'on va vendre à Coca-Cola. Je propose à Patrick Le Lay d'introduire en Bourse cette nouvelle unité de valeur, qu'on pourra s'échanger comme les droits à polluer de géniale invention américaine. Que toute œuvre, de la plus triviale à la plus éthérée, soit jaugée et étalonnée en T.C.H.D. avant d'être produite. Car enfin - dans une perspective « business », soyons réaliste - quelle place accorder dans la grille d'une chaîne à ce qui ne (sous-)produit pas en masse, ne secrète pas par tous ses pores ou n'accumule pas dans ses tissus et ne rapporte pas finalement son quota de « temps de cerveau humain disponible » ? Aristote enfoncé. La tragédie d'*Œdipe* opère la *catharsis* de l'âme... Et combien de T.C.H.D. par heure d'écoute ?

Le « réalisme business » de Patrick Le Lay est libéral : il n'exclue pas qu'il y ait « d'autres façons de parler de la télévision », n'interdit à personne, même à TF1, d'en parler comme d'un art où la vérité, la beauté, et même la gratuité ont leur place. Il n'empêche pas qu'on y parle humanisme, patrimoine culturel, démocratie. Mais « à la base » ou plutôt au sommet du building où se font les comptes et se distribuent les profits, que pèsent ces « autres manières » face à la « vocation » - de cette chaîne, entre autres - de « pré-conditionner le consommateur » ? Rien. Elles ne pèsent rien.

Soyons réalistes.

Luc de GOUSTINE

(1) Dans le livre « Les dirigeants face au changement », Ed. du Huitième jour, prix franco : 18 €.

Aidez-nous à faire connaître Royaliste

Offrez à vos amis un abonnement d'essai de trois mois.

Prix de l'abonnement : 3,80 €

Gaspillage

La « communication » en lieu et place de l'action politique. Et maintenant de l'enseignement ? C'est ce que peuvent en effet se demander les professeurs d'Histoire géographie et d'Éducation civique, qui viennent de recevoir une cassette vidéo censée présenter les dix nouveaux pays membres de l'Union européenne. N'évoquant l'histoire du communisme et de la transition démocratique que dans une très courte séquence, le programme insiste très longuement sur le nombre de téléphones portables et de chaînes de télévisions disponibles chez nos nouveaux voisins, ainsi que sur les sports les plus pratiqués, et les noms des stars locales, presque toujours jeunes, grandes et minces. Un goût kitsch de la politique est ainsi proposé à notre jeunesse, qui « zappera » probablement d'elle-même des images déjà vues mille fois.

On aimerait cependant connaître le coût d'une telle production, assurée par le ministère des Affaires étrangères, alors que son premier diplomate regrette, à juste titre, la réduction des crédits. N'aurait-on pas pu penser à une utilisation moins fantaisiste de l'argent public ? Par exemple en créant des bourses d'étudiants pour des jeunes d'Europe centrale et orientale voulant étudier chez nous. Il est très probablement qu'ils auraient, eux, d'autres choses à dire sur la « nouvelle Europe ».

Christophe BARRET

Le beurre et l'argent du beurre

Tout le bruit fait autour de la remise en cause de la réduction du temps de travail est-il le signe d'un véritable débat ou plutôt un rideau de fumée qui permet au patronat d'avancer ses pions dans d'autres domaines encore plus sensibles ?

« Si ça continue, ce sera bientôt à cause des 35 heures que le Titanic a coulé. » Cette boutade de Michel Coquillion, secrétaire général adjoint de la CFTC, pour exagérée qu'elle soit, en dit long sur l'état d'esprit qui règne actuellement dans les entreprises et les états-majors syndicaux, et montre que la polémique actuelle autour des 35 heures est davantage fondée sur des considérations idéologiques qu'économiques.

Jusqu'à présent en effet, même si le Medef n'a cessé de dénoncer les 35 heures, les entreprises ont très peu utilisé la loi Fillon qui permet, depuis janvier dernier, d'en assouplir les conditions d'application. Selon un bilan rendu public par Jean-Louis Borloo, l'actuel ministre du Travail, seule une minorité de branches professionnelles (22 sur 252) ont négocié des accords dérogatoires facilitant le recours aux heures supplémentaires pour contourner la loi sur la réduction du temps de travail. Les quelques cas de renégociation d'accords (chez Doux et Bosch), qui ont fait la une des journaux cet été, avaient pour objectif, non pas tant d'augmenter le temps de travail que d'abaisser les coûts salariaux, officiellement pour faire face

à la concurrence des pays émergents ou des nouveaux entrants dans l'Union européenne, en fait pour accroître les dividendes versés aux actionnaires.

Les salariés, eux, ne s'accrochent pas aux 35 heures coûte que coûte. Ils sont prêts à travailler plus longtemps, notamment dans des secteurs où le travail à temps partiel imposé est très important, mais à condition d'être payés plus. Or, pour le Medef, il n'est pas question d'augmenter les salaires : si une loi venait à assouplir les 35 heures, de nombreux salariés seraient donc contraints de travailler plus mais sans augmentation de salaires conséquente.

L'application des 35 heures, par ailleurs, a conduit à des augmentations de productivité par la réduction, voire même la suppression dans certains cas, des temps de pause. Ce qui a détérioré les conditions de travail et en conséquence la santé des salariés (augmentation des maladies professionnelles et du stress). La productivité des salariés français est une des plus élevées au monde, juste derrière celle des États-Unis, mais largement devant les Britanniques qui travaillaient plus de 40 heures. Il serait injuste, aujourd'hui, de leur demander de travailler

plus longtemps au même prix, sans revenir, à ce moment là, sur les sacrifices qu'ils avaient consentis en termes de précarité, de flexibilité et d'employabilité lors du passage aux 35 heures.

Enfin, la logique voudrait que les entreprises renoncent aux allègements de charges sociales accordés en compensation du passage aux 35 heures. Mais, là encore, il n'en est pas question pour le patronat qui veut le beurre, l'argent du beurre et le sourire de la crémière.

La remise en cause des 35 heures se fonde sur le principe selon lequel des salaires trop élevés pèsent sur la compétitivité des entreprises. Dans une économie libérale de marché, le principe premier est la maximisation des profits et la minimisation des coûts. Personne ne veut remettre en cause ce dogme. C'est pourtant là que se situe le véritable problème. Il faut revenir sur la logique financière des actionnaires qui exigent des taux de rentabilité exorbitants et qui mettent la pression sur les dirigeants des entreprises.

Enfin, les discussions sur les 35 heures sont en partie un leurre, un chiffon rouge que le Medef agite devant les salariés et les syndicats pour masquer ses autres objectifs : réforme du code du travail, suppression de l'ISF, loi sur le service minimum qui n'est qu'une façon *soft* de remettre en cause le droit de grève...

Nicolas PALUMBO

Stratégies d'influence

L'influence, c'est ce qui reste quand on a tout perdu. Est-ce le destin du rôle de la France dans l'Europe et le monde du XXI^e siècle ?

Le ministre des Affaires étrangères a, comme chaque année depuis douze ans, réuni fin août nos ambassadeurs. Le thème cette fois était intitulé : « *Stratégies d'influence* ».

Certes on y parlait d'ajouter l'influence à la souveraineté. Mais il était clair que l'influence se substituait à la souveraineté, celle-ci ayant progressivement disparu. La question posée par Michel Barnier était donc de savoir si l'on pouvait regagner par l'influence ce que l'on avait perdu en souveraineté.

La problématique est familière à nos lecteurs et sera encore au cœur des débats sur la ratification du traité constitutionnel européen. Michel Barnier, qui dit avoir beaucoup appris des cinq années passées à la commission de Bruxelles, est sans doute le mieux placé pour tenter l'expérience qui consiste, cinquante après, à vouloir réconcilier le général de Gaulle, dont il reste l'admirateur, et Jean Monnet. Il ne compte pas se laisser enfermer dans les querelles théologiques sur la

supranationalité mais, en montagnard, poser crampon après piquet. Pour lui, une stratégie d'influence est une partie d'escalade. Pour atteindre le sommet, ce qui est son ambition, il faut *jouer collectivement* – pas d'ascension en solitaire.

Le ministre va donc proposer un plan d'action sportif pour remédier aux manquements qu'il a identifiés durant son séjour bruxellois. Au moment où la France ne dispose plus que d'un siège à la commission, comme ses vingt-quatre partenaires, où la langue française recule chaque jour, dans les couloirs comme en séances, à l'oral comme à l'écrit, le Quai d'Orsay va créer une filière européenne pour ses diplomates, comme il existait déjà une filière asiatique ou arabe. De moins en moins de postes administratifs au sein de la bureaucratie bruxelloise sont occupés par des fonctionnaires français. Ceci ne veut pas dire qu'ils travaillent en faveur de nos intérêts ni d'ailleurs qu'ils s'expriment en français. Au parlement de Strasbourg, cinq commissions au lieu d'une dans la précédente assemblée, sont présidées par un Français. Cela ne signifie pas que le parlement français, contrairement par exemple à la chambre des communes à Londres, exerce une quelconque faculté de contrôle.

Il s'agit donc moins de pratiquer de l'entrisme dans les institutions communes, que de

faire mieux valoir nos intérêts ou nos idées depuis Paris. On aura beau être plus intelligent, plus fin, à l'écoute, au contact, en dialogue, nouer des alliances, mieux respecter les *petits États*, les nouveaux venus – s'il nous manque les ressorts de l'influence, nous n'aboutirons pas au résultat recherché. La question est posée de savoir si l'influence est une fin en soi ou si c'est un moyen, en vue d'une fin qui, elle, reste à définir.

La forme souvent emporte le fond. Il faut être pour vouloir. Au niveau des ambassadeurs, il est pertinent de se préoccuper de nos *stratégies d'influence*. Il revient au Président de la République de fixer les objectifs de la nation, pas à ses serviteurs même les plus éminents. Pour bien influencer, encore faudrait-il savoir ce que l'on veut et où l'on va. Le discours de l'Élysée qui donne la *feuille de route* de nos diplomates, s'est décliné cette année plus par zones géographiques que selon de grands desseins, moins selon des axes transversaux que selon les situations locales. Ce recueil d'instructions quasi individuelles dénotait un certain éclatement de nos intérêts un peu partout, même si certains sont plus prioritaires que d'autres.

Après la flamboyance de Dominique de Villepin, le souffle de Michel Barnier doit lui permettre de tenir trois ans. Une stratégie est d'autant plus nécessaire pour couvrir la distance.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **ALBANIE** – La reine Suzanne, épouse du roi Leka 1^{er} est décédée le 17 juillet à Tirana à l'âge de 63 ans. Elle était d'origine australienne. Depuis le retour de la famille royale en Albanie en 2002, elle avait consacré son temps à l'amélioration de la condition de la femme, à soulager l'enfance malheureuse et au développement des œuvres sociales et culturelles. De son union avec le roi Leka elle a eu un seul enfant : l'actuel prince héritier Leka, âgé de 22 ans.

♦ **BRUNEI** – Le sultanat de Brunei a marié début septembre en grande pompe son prince héritier Al-Muhtadee Billah Bolkiah, âgé de 30 ans. Son épouse, Sarah Salleh, âgée de 17 ans, est la fille d'un simple citoyen de Brunei et d'une infirmière suisse. Indépendant depuis 1984, le sultanat de Brunei, situé dans le nord de l'île de Bornéo, dispose d'importantes ressources pétrolières qui assurent sa prospérité. Formellement monarchie constitutionnelle, le pays est, en fait, dirigé d'une manière autoritaire par l'actuel sultan, Hassanal Bolkiah. Cependant l'annonce par ce dernier de la prochaine convocation du Parlement – qui n'avait pas été réuni depuis plusieurs années – marque sans doute les prémises de réformes institutionnelles.

♦ **VENEZUELA** – Le prochain mariage de Luis Alfonso de Borbon y Bardi avec une jeune Vénézuélienne a été confirmé et sera célébré le 6 novembre prochain à Saint-Domingue. Après le mariage le couple s'établira au Venezuela où le jeune homme a été engagé comme cadre dans la banque de son beau-père. Rappelons que certains royalistes français, faisant fi des règles de succession, présentent Luis Alfonso de Borbon comme prétendant au trône de France...

♦ **SERBIE** – C'est en présence du président de l'Assemblée nationale, des représentants de tous les partis représentés au Parlement et de plusieurs centaines de citoyens qu'a été hissé le nouveau drapeau national, le 30 août dernier, à Belgrade sur les bâtiments de l'Assemblée. Très symboliquement le nouvel emblème porte en son centre les armes du Royaume de Serbie. Dans un communiqué, le prince Alexandre a exprimé « son grand plaisir et ses remerciements » pour cet acte important. Il a ajouté qu'il était « convaincu que nos descendants trouveraient, grâce à ces symboles, plus facilement la route vers un destin meilleur et un futur pacifié ».

♦ **LIECHTENSTEIN** – Ainsi qu'il l'avait annoncé, le prince Hans-Adam II du Liechtenstein a remis, le 15 août lors de la fête nationale, les rênes du pouvoir à son fils, le prince héritier Alois, âgé de 36 ans. Il ne s'agit pas d'une abdication car le prince Hans-Adam, qui est âgé de 59 ans, reste le prince-régnant. Mais il a désigné son fils comme son « représentant » « habilité à assumer toutes les fonctions du chef de l'État ». Ce n'est pas non plus une rupture car le prince Alois partage les conceptions de son père sur l'État, la monarchie et la société.

**Économie,
Rapidité,
Efficacité.**

**Pour TOUS
vos livres**

Faites appel à notre
service librairie.

Notre directeur politique avait effectué un premier séjour au Tadjikistan en août 2003 d'où il s'était envolé pour l'Afghanistan afin de rendre visite au roi (cf. *Royaliste* n° 821). Au cours d'un deuxième voyage, il a étudié la politique culturelle de la France dans la capitale et plusieurs régions tadjiks avant de s'intéresser à la stratégie de développement économique et social menée par les Ismaéliens. Avant que ne paraissent dans diverses publications ses enquêtes et reportages, Bertrand Renouvin livre ici quelques impressions tirées de ses carnets de route.

Carnets de route

Retour Douchanbe

Douchanbe, 1^{er} août. Atterrissage dans la douce chaleur nocturne du bon vieux Tupolev des Tadjikistan Airlines. Comme promis (1), me voici de retour à Douchanbe. Nous avons retrouvé à l'escale d'Istanbul Yves Manville, qui prend ce même jour ses fonctions de chargé d'affaires pour la durée du mois. Après les formalités, joie des retrouvailles avec les amis, petit-déjeuner au soleil levant sur la terrasse de la maison de thé du centre de la ville.

Ce dimanche est un grand jour : notre amie Jahon se marie et nous sommes conviés à trois jours de fête selon la tradition musulmane et les coutumes persanes. Des robes splendides, des dizaines de plats, des rires et danses : seule la mariée, derrière son éventail, doit faire montre d'une impassible tristesse. Notre Jahon a-t-elle besoin de feindre ? Son père, un intellectuel qui admire Staline, Lénine et Massoud, lui a choisi un jeune homme qu'elle n'a vu qu'une fois avant de lui être unie pour toujours par l'imam.

Entre deux jugements à l'occidentale, surtout ne pas choisir. Ni l'apologie réactionnaire de la coutume remise au goût du jour par José Bové, ni les imprécations des féministes américaines ! Pendant ces trois soirées, mes sentiments et ceux de mes amis ont varié au fil des cérémonies et au rythme des danses de cette noce musulmane qui ferait frémir les islamistes de tous pays : les verres de vodka se vident cul sec, à la russe, et les femmes sans le moindre morceau de tissu sur le visage virevoltent en regardant leur cavalier droit dans les yeux, avec un sourire qui donne parfois à admirer l'or d'une dentition.

À ma table, une dame d'un certain âge était en Afghanistan avec les Soviétiques

et percevait toujours une pension de Moscou. Autour d'elle, beaucoup ont admiré la résistance que leurs frères tadjiks, de l'autre côté de la frontière, ont opposée aux communistes. Mais les allusions aux convulsions afghanes sont aussi rares que l'évocation, toujours confuse, de la guerre civile qui a durement secoué le pays plusieurs années durant (2). Rien de comparable avec les villages détruits et les impressionnants cimetières, serbes ou musulmans, de Bosnie-Herzégovine que j'avais vus avec Yves lorsqu'il était en poste à Banja Luka. Au Tadjikistan, les traces visibles de la guerre sont rares et les mémoires ne sont pas hantées, comme dans l'ancienne Yougoslavie, par les épisodes sanglants.

Il faut bien entendu se méfier des comparaisons mais il me semble qu'il y a une forte différence entre le peuple serbe, écrasé par le poids de ses malheurs, et le peuple tadjik, toujours exposé à de multiples épreuves (l'érosion des sols, la pollution de l'eau, la misère qui affecte plus de 80 % de la population) mais qui les affronte avec une fraîche énergie.

Fraîcheur : c'est le mot qu'a employé au cours de notre longue conversation l'ambassadeur d'Allemagne, fin connaisseur de la civilisation persane et de l'Asie centrale. Ses éclaircissements me sont précieux pour comprendre comment se reconstitue aujourd'hui l'identité du peuple tadjik.

Je ne prétends pas écrire ici des lignes définitives. Je suis frappé par la manière dont les Tadjiks assument leur passé et acceptent la prodigieuse diversité de leurs héritages. Pour résumer à grands traits, les Tadjiks auxquels se mêlent des Ouz-

beks (dont la langue est proche du turc) et d'autres populations, sont majoritairement musulmans, sunnites ou chiites, et côtoient paisiblement les chrétiens orthodoxes originaires de Russie. La langue tadjik, presque identique à l'actuel persan, s'écrit en cyrillique et l'usage courant du russe permet à la plupart des citoyens de la jeune République de participer avec la même allégresse à la culture russe et à la culture iranienne classique et moderne. Cette culture de base est enrichie d'autres apports : Mohira, une de mes interprètes, vient de recevoir le premier prix de langue française, utilise facilement l'anglais et, en bonne pamiri, parle avec bonheur le shughni - un des dialectes pamiriens dérivés du persan.

Ni l'indépendance, ni le retour à une religion musulmane plus ou moins pratiquée n'ont conduit les Tadjiks à rejeter la période soviétique. Lénine est toujours présent par ses bustes, ses effigies et ses statues. À Douchanbe, un « immeuble stalinien » désigne une de ces belles et robustes constructions qui bordent l'avenue Roudaki et de nombreux artistes, dans la capitale comme à Khodjent, regrettent le système culturel soviétique qui leur permettait de se consacrer entièrement au théâtre, à la musique, à la danse.

Je n'idéalise pas les Tadjiks, qui d'ailleurs n'idéalisent pas le passé. Les musulmans pieux n'oublient pas la persécution religieuse perpétrée par un État officiellement athée et, au musée de Khorog, la conservatrice m'a désigné, un par un, les portraits des dirigeants locaux du Parti, liquidés lors des grandes purges stalinienne. Mais ces malheurs sont replacés dans une très longue histoire, qui

e r à nbe

commence avec Ismaïl Somoni, premier roi de la dynastie samanide (874-999), partout honoré comme fondateur de la nation en maints portraits équivalents, par leur taille, à ceux de l'actuel président de la République, Emomali Rakhmonov, qui est considéré comme le refondateur du Tadjikistan.

l'Asie centrale selon des frontières tracées de telle manière que les Républiques d'Ouzbékistan, du Kirghizstan, du Turkménistan et du Tadjikistan ne puissent pas prendre leur indépendance sans conséquences gravissimes ? Nous y sommes. Le Tadjikistan, amputé de ces villes tadjiks que furent Samarkand et Boukhara (aujourd'hui en Ouzbékistan) est confronté à un redoutable problème de liaisons terrestres. De Douchanbe à Khodjent (au sud) il faut compter huit à dix heures de mauvaise route de montagne l'été (les cols sont fermés l'hiver) et nous avons fait quatorze heures de piste (avec un excellent chauffeur) pour atteindre Khorog, « préfecture » de la région autonome du Gorno-Badakhchan. Vers le Pamir, l'avion quotidien ne vole que par beau temps. La splendeur des paysages ne fait pas oublier le risque permanent des glissements de terrain ni l'isolement, dès les premières neiges, des villages de montagne. Pourtant, les Tadjiks (ils sont six millions et demi) maintiennent l'unité de leur nation, réparent sans cesse leurs routes et cherchent obstinément à sortir de leur enclavement par des liaisons terrestres avec la Chine (un poste frontière a été ouvert dans le nord du Pamir), le Kirghizstan et le Pakistan. À Khorog, grâce à l'Agha Khan, un pont sur la

pays turcophones, du sous-continent indien... Position favorable à moyen terme mais aujourd'hui redoutable car il jouxte sur plus de mille kilomètres l'Afghanistan livré aux trafiquants de drogue, d'œuvres d'art et de pierres précieuses.

La question des frontières est donc capitale. Des unités de l'armée russe en assurent actuellement la garde mais devraient passer en deuxième ligne dans quelques mois à la suite de discussions qui ont tourné à l'aigre entre Vladimir Poutine et le président Rakhmonov. Dans la lutte contre les passeurs de drogue, tout au long d'une frontière aisément franchissable, les soldats russes peuvent être terriblement efficaces. L'armée tadjik peut-elle obtenir de meilleurs résultats ? On s'en inquiète dans les milieux diplomatiques mais l'affirmation de la souveraineté nationale ne saurait être contestée.

La détermination du gouvernement est en tous cas manifeste : le 6 août, nous avons appris l'arrestation du chef de la lutte antinarcotiques et la découverte de 3000 fusils dans la propriété de cet important personnage suspecté de préparer un putsch l'hiver dernier.

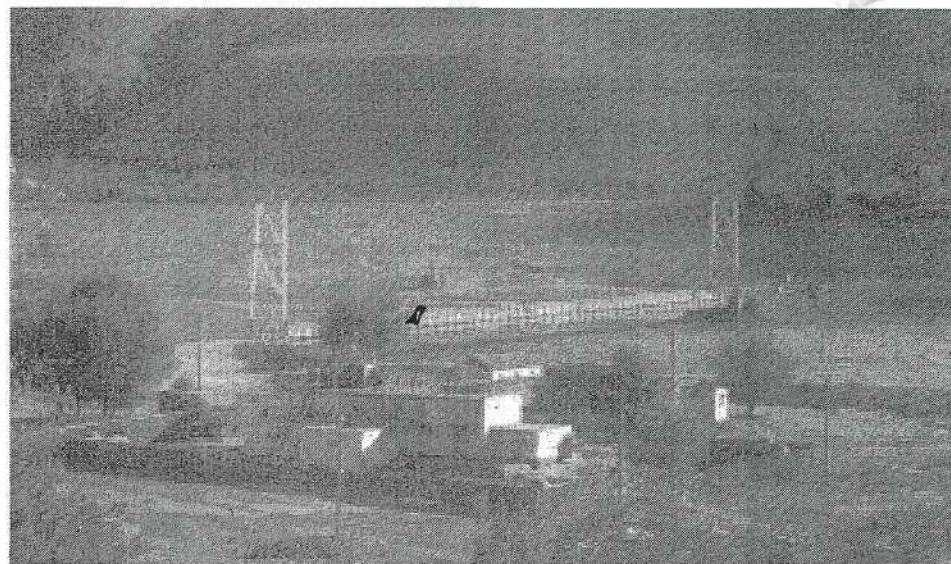
Telles sont les nouvelles que je rapporte d'un territoire de l'Europe des lointains. En France, d'aucuns s'alarment ces temps-ci d'avoir, à la suite de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, une frontière commune avec l'Irak et l'Azerbaïdjan. Ils oublient que le Tadjikistan est inscrit dans les programmes d'aide au développement de l'Union européenne comme l'atteste une plaque bleue posée dans l'entrée de l'école que les Ismaéliens ont reconstruite au-dessus du village de Rochqala, à quelques kilomètres de la frontière afghane, afin que les écoliers, désormais installés à 2 700 m d'altitude, ne vivent plus sous la menace d'un glissement de terrain.

Qu'il s'agisse de la souveraineté nationale, de la construction d'un État, du développement économique et social, des conflits entre la tradition et la modernité, de la lutte contre le crime organisé, les difficultés et les espérances des Tadjiks sont les nôtres. Il serait bon qu'on s'en souvienne à Paris et qu'on réponde avec plus de générosité aux attentes d'un peuple épris de la France.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. Bertrand Renouvin - « Si je t'oublie Douchanbe », in *La Revue de l'Intelligent*, n°3.

(2) cf. Ahmed Rashid - « Asie centrale, champ de guerres », Postface d'Olivier Roy, Éd. Autrement, 2002, prix franco : 20 €



■ Construit grâce à l'Agha Khan, le pont sur la rivière Piandj, frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan.

L'actuel territoire de la République a connu les Perses sassanides, Alexandre le Grand (sa Roxane est née dans le sud du pays), les Turcs, les Mongols, les Russes - sujets du Tsar puis militants du Parti. Aujourd'hui, beaucoup de Tadjiks vénèrent Staline, qui décida en 1929 la création de la République socialiste soviétique du Tadjikistan et qui fit d'une grosse bourgade, Douchanbe, sa capitale.

Comment oublieraient-ils, cependant, que les géographes staliniens découpèrent

la rivière Piandj relie le Tadjikistan et l'Afghanistan.

Pauvre petit pays, dira-t-on. En bon disciple de François Perroux, j'affirme qu'il y a de petits territoires (il s'agit ici de 143 100 Km²) qui forment de grands pays - au sens où leur position géographique leur donne un rôle important, voire crucial.

Le Tadjikistan est un grand pays car il est en cœur de l'Asie centrale, géographiquement proche ou voisin de l'Iran, de

J'étais là et telle chose m'advint

En cette année du soixantième anniversaire des débarquements alliés en Normandie et en Provence, les nouveautés ou rééditions consacrées à ces événements sont nombreuses, souvent d'un grand intérêt. Il en est ainsi de *Aumônier de la France libre* de René de Naurois. Document exceptionnel d'un prêtre engagé au cœur de la bataille, un des premiers débarqués, le 6 juin 1944, parmi les 178 commandos du commandant Kieffer.

Engagé est le maître mot de ce beau livre, il donne tout son sens à une vie marquée par bien d'autres événements que l'épisode glorieux de la prise du casino de Ouistreham. Engagé, le père de Naurois le fut, sa vie durant, dans son ministère de prêtre, ses convictions sociales, patriotiques, son horreur du racisme et de toute forme de totalitarisme. Témoignage privilégié parce que souvent acteur, les *Mémoires* qu'il nous donne aujourd'hui à lire éclairent à travers un itinéraire exemplaire presque un siècle d'histoire souvent tragique.

Bien que profondément heurtés par son anticléricalisme, les Naurois, qui détestaient l'*Action française* très influente dans leur milieu, s'étaient ralliés à la République. Ces gros propriétaires terriens sont classés à gauche par leur fils, sans doute un peu abusivement, ils fréquentaient, en effet, d'ailleurs les châteaux que les chaumières ; on pourrait plus précisément les qualifier de catholiques sociaux. Ces dreyfusards de la première heure, par leur courage et leur action en faveur de certains juifs pendant la guerre ont témoigné que leur engagement allait au-delà des mots et des affirmations de principe. Leurs convictions marquèrent profondément leurs cinq fils.

En marge de ses études, René de Naurois s'engage dans l'action en adhérant aux

Équipes sociales, fondées en 1921 par Robert Garric, nées dans le prolongement des idées développées par Lyautey sur *Le rôle social de l'officier* et perçues comme une alternative à la théorie communiste de la lutte des classes. Il fréquente un milieu intellectuel brillant, on le rencontre chez les Mounier, Izard, Maritain ; il participe à la création d'*Esprit*, côtoie le père Fessard à la revue *Études*. Un certain jour, alors qu'il porte la soutane, il rend visite à Paul Nizan dans les locaux de *l'Humanité*. Fortuitement il rencontre Marcel Cachin qui refuse de serrer la main innocemment tendue... La grande rencontre qui le marquera à vie fut Maurice Blondel. Ce philosophe l'orienta vers l'Allemagne, où, étudiant, il tisse des liens d'amitié dans certains milieux catholiques, futurs opposants à Hitler. Prêtre il y retourne en qualité d'aumônier de la colonie française de Berlin. Là, horrifié, il assiste à la montée de la peste brune, s'entretient souvent avec François-Poncet, ambassadeur de France, désabusé par le sort que les gouvernements français successifs réservent à ses avertissements. On ne veut pas voir, on ne veut pas entendre et de Naurois cite ce propos consternant de François Mauriac : « *Notre dernier rempart contre le communisme, hélas, est Hitler* ».

Il quitte l'Allemagne à la déclaration de guerre pour revêtir l'uniforme. C'est un

homme humilié, écrasé par la honte et l'incompréhension qui subit la défaite ; mais la réaction est immédiate. Dès juin 40 il décide de reprendre la lutte armée contre les nazis. Il s'en ouvre à son supérieur, Mgr Saliège, cet admirable et héroïque résistant, futur Compagnon de la Libération, qui lui demandera, provisoirement de rester en France où il y a tant à faire avant la reprise des combats.

Ce sera alors l'expérience de l'école des cadres d'Uriage où l'on pense régénérer l'âme du pays mais dont les limites apparaissent rapidement aux yeux de l'aumônier : on pourra prononcer des conférences édifiantes jusqu'à la fin des temps, les « boches » seront encore en France à la fin des temps. L'abbé s'agite, son activisme déplaît, particulièrement à Hubert Beuve-Méry, le futur patron du *Monde*, qui estime qu'il convient de ne pas tomber dans aucune des deux erreurs symétriques, celle du communisme et celle du gaullisme. Ce couplet, d'autres l'ont chanté et l'ont payé fort cher. Quoi qu'il en soit, sur ses insistances l'abbé est « débarqué » par Henri Massis, ce maurassien dont il reconnaît que s'il fut maréchaliste il ne fut jamais collaborateur.

Réintégré dans son diocèse de Toulouse, il participe à la création d'un « formidable réseau constitué par les couvents et instituts religieux », lieux de recueil, refuge de

clandestins, halte provisoire pour les candidats au départ vers la France libre. C'est enfin la rencontre avec Henri Frenay et son plein engagement au sein du réseau *Combat*. Il se lie d'une profonde amitié avec Léo Hamon qui, jusqu'à sa mort, témoignera tant d'amitié pour notre journal et aussi avec Jacques Renouvin dont il admire l'audace et le courage.

La Gestapo veille, il faut fuir, le réseau facilite l'évasion jusqu'à Gibraltar, mais rien n'est simple, qui choisir : de Gaulle ? Muselier ? Giraud ? Ce sera Londres et nouvelle et provisoire désillusion, de Gaulle certes mais aussi un groupe antigaulliste très actif, des gens regroupés autour de la revue *La France libre* où il retrouve son vieil ami Raymond Aron. Tout s'arrange, non sans mal, le but est atteint lorsque ce moine-soldat est nommé aumônier des Commandos de la France libre, loin des querelles, des ambitions, des rivalités, le regard tourné vers cette seule action qui le motive depuis juin 40.

Il faut lire ces pages splendides consacrées à la préparation du débarquement, la traversée, l'approche, les premiers pas sur le sol de France, l'assaut dans le fracas de la bataille. Le commandant Kieffer est blessé dès le début de l'action, à genoux, derrière un abri de fortune l'aumônier lui donne la communion, puis il va d'un blessé à l'autre, d'un mourant à l'autre, sans arme naturellement mais sa calme présence est si réconfortante.

D'un combat à l'autre, de Ouistreham jusqu'à la Hollande, jusqu'à l'épuisement total. Un jour il se réveille dans un hôpital londonien, décoré de la *Military Cross*. Plus tard il sera fait chevalier de la Légion d'honneur et Compagnon de la Libération. Ce « *Juste parmi les nations* », décoration qui lui fut remise par le gouvernement israélien fut, sa vie durant, un homme debout. Il a droit à notre pleine admiration.

Michel FONTAURELLE

René de Naurois - « *Aumônier de la France libre - Mémoires* », Perrin, 2004, prix franco : 21,50 €.

Port-Royal

L'été étant plus propice aux grandes lectures, il convient de remercier avec quelque chaleur les responsables de la collection *Bouquins* d'avoir opportunément réédité au printemps la grande œuvre de Sainte-Beuve. *Port-Royal* constitue une de ces fresques magistrales qui comptent dans la mémoire et l'imaginaire d'un pays, d'autant qu'elle se rapporte à une époque spirituelle inséparable de la construction intérieure d'une histoire nationale. Il n'est pas indifférent que son auteur ait été étranger presque entièrement à la foi qui en fut le principe, en dépit d'une brève période d'empathie pour les sentiments mystiques correspondant à ses émois amoureux. Mais l'homme mûr qui achève l'ouvrage de sa vie répudie toute illusion. On est presque choqué de la sécheresse de son propos ultime qui tombe comme un couperet de guillotine : « J'ai été votre biographe, je n'ose dire votre peintre ; hors de là je ne suis pas à vous. » Comment cela est-il possible ?

Comment est-il possible qu'après avoir travaillé tant d'années avec un acharnement où il ne pouvait pas ne pas entrer de vives passions, il se révèle sceptique absolu ? Est-il possible que l'écrivain – et quel ! lui le fondateur de la critique littéraire – nous avoue que tant de talent d'évocation, tant d'énergie apologétique, tant de génie herméneutique ne correspondaient qu'à la vertu d'un observateur sincère, attentif et scrupuleux ». C'est difficile à croire. Et il est permis de se demander si cet aveu terminal ne correspond pas un moment malheureux de découragement. Vanité même des plus belles œuvres de l'esprit ! Cela n'empêche pas le document de se dresser comme un monument ou plutôt cet ouvrage d'attester d'une vie supérieure, comme un témoignage vivant, émouvant, digne des comparaisons les plus flatteuses. Il y a dans ce *Port-Royal* la même concentration d'érudition et la même acribie que dans *Les origines de la France contemporaine* d'Hippolyte Taine, ce cadet aussi doué qui publia vingt ans plus tard une des plus fortes analyses du moment révolutionnaire.

Il faut préciser que Sainte-Beuve dédaigne la dimension politique du phénomène janséniste. Celle qui émergera au XVIII^e siècle. Par avance, il ratifie la distinction opérée par Catherine Maire avec le second jansénisme qui alimentera la révolte parlementaire et préparera l'explosion de 1789. L'histoire à laquelle il s'intéresse est exclusivement religieuse. Loin d'en fuir les fondements théologiques, il n'a de cesse de les mettre en évidence, ne laissant dans l'ombre aucune précision, dépouillant dans le détail l'*Augustinus* de Jansénius, le grand responsable intellectuel de toute l'époque port-royaliste. D'ailleurs il a tout lu, tout dépouillé. Il n'est pas un seul des plus modestes acteurs dont il n'ait pénétré le caractère et la piété. On demeure stupéfait de l'ampleur d'une recherche dont l'intention est toute « spirituelle ». Philippe Lallier évoque à juste raison la future histoire du sentiment religieux en France de l'abbé Bremond. C'est de l'intérieur qu'il apprécie, juge, et le plus souvent défend une aventure qui concerne exclusivement les âmes. On pourrait d'ailleurs lui reprocher souvent son indulgence pour les aspects les plus implacables, voire les plus cruels d'un « augustinisme » qui ne rechigne pas à envoyer brûler dans les flammes de l'enfer les enfants morts sans baptême. Il y a tout de même une forme d'insensibilité chez les plus hautes figures de Port-Royal qui glace le sang. On comprend que le siècle des Lumières s'en soit ému, qu'un Jean-Jacques Rousseau ait protesté, qu'un Voltaire ait pris ses

distances avec un frère dont le fanatisme lui rendait odieux la secte. C'est comme si tout cela glissait sur l'échine de l'historien qui ne perçoit que la grandeur d'âme, l'inflexibilité face aux tentations mondaines de personnages qui défient la commune mesure.

Son admiration pour Saint-Cyran atteint les sommets, parce que dans la figure du maître se condense une pureté à laquelle le grand Arnaud n'atteindra pas. Pourtant, Sainte-Beuve n'ignore rien d'un François de Sales ou d'un Vincent de Paul dont la charité est incontestablement d'essence plus évangélique que la mystique glacée du jansénisme. Qu'importe ! Sans cette surhumanité inhumaine, il n'y aurait pas eu ce qu'il y a de sublime dans pareil héroïsme. Au demeurant l'échec de Port-Royal, dans la conviction de l'historien, porte l'impiété du siècle suivant. Cette histoire est pour lui l'épreuve où sombrera le christianisme intégral. C'est d'ailleurs sur ce point que la discussion théologique devrait trouver son centre de gravité. Sainte-Beuve est complètement du parti de Pascal dans *Les Provinciales*. Il justifie toutes ses sévérités et ironies. Les Jésuites sont le mauvais parti. Et s'il donne parcimonieusement voix à la défense, c'est pour mieux ajuster son réquisitoire. Je le déclare tout net : là-dessus, mon désaccord est total.

L'injustice du jugement fait frémir, même si la polémique contre les excès et les facilités de la casuistique atteint sa cible. La grandeur d'Ignace de Loyola est non seulement bafouée, elle est ignorée au profit d'une haine antijésuitique sans limites – elle se poursuit de son vivant au dix-neuvième siècle. La mentalité ignacienne déjà contestable par la soumission aveugle qu'elle préconise se serait trouvée définitivement gâtée par l'esprit mondain et politique. L'aura-t-on assez dénoncé à la suite de Pascal « cet esprit caressant, câlin, énervant, qui tend toujours et chatouille à l'endroit de l'intérêt, cet esprit diabolique et calomniateur, et qui en même temps ne sait pas haïr d'une haine honnête et vigoureuse ; qui est toujours prêt à vous flatter si vous revenez, comme ce bon père de la cinquième Provinciale (il me fit mille caresses, car il m'aime toujours) » etc. etc. C'est sans doute le seul moment où la passion égare notre critique-historien, toujours préoccupé de balancer les opinions afin de ne nuire à quiconque. Cet égarement est plus que dommageable, car il empêche Sainte-Beuve d'exercer jusqu'au bout sa perspicacité sur un terrain qu'il connaît parfaitement.

L'échec de Port-Royal ne tint pas à la sévérité de Louis XIV et du bras séculier. Il s'explique d'abord par les débordements d'un augustinisme exacerbé et fauteur de révolte pour les modernes. Ce pessimisme extrême qui voue l'humanité à sa perte n'a pour lui que son sens du péché et cette volonté farouche – reconnue par un Bossuet et même un Fénelon – de ne pas affadir le sel du christianisme. Mais Ignace de Loyola et ses disciples ne se résignent pas à l'échec de la rédemption au profit d'un petit nombre d'élus. Face au monde nouveau qui s'annonce ils ont un projet de redéploiement du christianisme qui passe par une conception de l'homme racheté et appelle à la réussite du dessein créateur. Les jésuites n'ont pas peur de l'humanisme, de la Raison et de l'histoire. Leur Compagnie s'arme spirituellement, intellectuellement, pour promouvoir la nouvelle étape de l'évangélisation. Aux dimensions d'un monde définitivement ouvert. Celui du jansénisme était très fermé et restreint même si Port-Royal voulait que la grâce pénétre au plus profond d'une humanité en péril. Ce désaccord n'entame pas l'admiration que l'on éprouve nécessairement pour le magnifique ouvrage de Sainte-Beuve, un des plus beaux du dix-neuvième siècle...

par Gérard Leclerc



■ Sainte-Beuve - « *Port-Royal* », deux tomes, Coll. *Bouquins*, Robert Laffont, prix franco : 68 €.

Cette singulière Nathalie Rheims

Un écrivain, c'est quelqu'un qui possède un univers singulier et, pour l'exprimer, une langue singulière, elle aussi. Nathalie Rheims est assurément un écrivain, car lorsqu'on a lu dix lignes d'elle on n'a pas besoin de regarder le nom de l'auteur sur la couverture, on sait tout de suite que c'est du Nathalie Rheims.

C'était vrai de ses précédents livres ; cela l'est plus encore de son nouveau roman, *Le rêve de Balthus*.

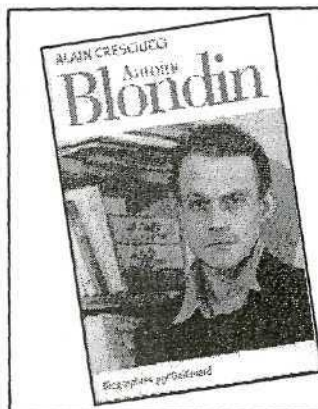
L'extraordinaire paragraphe qui commence par « *Sa vie lui apparut soudain...* », page 13. Un grand écrivain est celui qui écrit des phrases inoubliables, et je n'oublierai jamais celle-ci : « *Le plaisir de rompre avait tout effacé, lui procurant une sorte d'ivresse délicieuse* ».

J'ai ouvert *Le Rêve de Balthus*, et j'ai été avec soudaineté fasciné par l'histoire, happé par les personnages, qu'il s'agisse de ceux, en chair et en os, Andrea, Nini, Balthus, Guy, Maurice, qui entourent l'héroïne, Léa, ou de ceux qui, telle la blonde Angie, se sont, grâce à l'écriture magique de Nathalie

Rheims, échappés de la toile d'un maître, semblables au Christ jaillissant du tombeau la nuit de Pâques. Ce mixte de rêve et d'éveil, de fiction et d'autobiographie, d'art et de vie, d'une Venise véridique et d'une Venise fabuleuse, de réalisme et de fantastique, est une étourdissante réussite. Henry James aurait adoré *Le Rêve de Balthus*. Moi aussi, je l'adore. Il m'a captivé, charmé, et j'ai été en outre très ému par l'évocation, ensemble pudique et vibrante, de la figure de Maurice Rheims, le père de notre romancière, ce parfait gentilhomme, ce lettré, cet esthète, si attentif aux autres, si généreux, que j'admirais.

Gabriel MATZNEFF

■ Nathalie Rheims, « *Le Rêve de Balthus* », Léo Scheer-Fayard, 2004, prix franco : 13 euros.



Une biographie qui sort Antoine Blondin de la mythologie un peu douteuse qu'il avait lui-même contribué à créer...

Prix : 28 € franco

Gens de France

C'est en juin que l'association « Gens de France » a soufflé sa première bougie. Après une première année de discrète mise en place et de rodage, elle va maintenant prendre un nouvel essor.

Lancée en juin 2003 sur l'initiative du prince Jean, duc de Vendôme, et présidée par lui, l'association « Gens de France » rassemble tous ceux et celles qui veulent l'aider dans son action et l'accompagner dans sa démarche auprès des Français. Il ne s'agit ni d'un mouvement politique, ni d'un rassemblement de nostalgiques, encore moins d'un club mondain, mais son but est très concrètement d'apporter au Prince le soutien logistique dont il a besoin.

Quels sont les domaines dans lesquels le Prince voudrait plus spécialement mener sa réflexion et son action ? C'est lui-même qui les a définis :

« - Dans le domaine culturel : la défense du patrimoine et le développement des arts.

« - Dans le domaine éducatif : la famille, l'école, la transmission du savoir et, plus généralement, le développement des sciences et des techniques, particulièrement, sous l'angle de l'éducation et de l'instruction.

« - Dans le domaine social : l'enfance maltraitée, les personnes handicapées.

« - Dans le domaine économique : je me suis surtout intéressé aux entreprises familiales.

« - Dans le domaine institutionnel : ma réflexion, mes investigations, mes conversa-

tions avec les élus locaux et les hommes politiques portent sur l'État et sur ses missions qualifiées depuis quelques temps très justement de « régaliennes », sur les régions et leur vitalité et sur les pays, autrement dit, la décentralisation concrète.

« - Enfin dans le domaine international : je réfléchis sur les effets de la mondialisation : il est de plus en plus nécessaire d'y parer par des politiques de proximité. Je crois donc aux politiques régionales, aux politiques nationales et je crois à la francophonie. C'est à l'heure actuelle un atout majeur de la France dans le monde. »

L'association publie une lettre de liaison trimestrielle et devrait prochainement ouvrir un site internet.

C'est avec un intérêt certain que les royalistes de la NAR ont vu naître « Gens de France », c'est avec espoir qu'ils suivront son action et lui apporteront bien évidemment leur aide.

Yvan AUMONT

Contacts et renseignements : Association « Gens de France », 32 avenue de Paris, 78000 Versailles. Courriel : gensdefrance@yahoo.fr.

BORDEAUX

Le prochain déplacement du prince Jean sera à Bordeaux du 21 au 24 octobre prochains.

Souscription

Un immense Merci

Oui, c'est un immense merci que nous adressons à tous ceux de nos lecteurs qui ont, une fois encore, répondu avec générosité à notre appel à l'aide. Close le 31 août, notre souscription a dépassé l'objectif que nous avions fixé nous permettant d'envisager sans trop d'inquiétude la nouvelle année scolaire qui commence. Ce qui est certain c'est que, grâce à vous, *Royaliste* pourra continuer à paraître, au même rythme et sans diminuer sa pagination. Nous pourrons donc continuer à défendre un royalisme moderne et adapté à notre temps, à mener une recherche intellectuelle poursuivie par un dialogue constant avec les forces vives du pays, à présenter des analyses qui ne laissent pas indifférents – que l'on partage ou non nos conclusions. Et, à bien y réfléchir, *Royaliste* est le seul journal qui propose tout cela.

C'est notre fierté !

Yvan AUMONT

10^e liste de souscripteurs

Maurice Asta Richard 20 € - Paul Balta 20 € - Gabriel de Bérard de Montalet Saint Pierre 50 € - Michèle Bicheler 8 € - Djamel Boudjelal 16,76 € - G.B. (Hérault) 14 € - François Bourguignon 40 € - J.et S.B. (Vienne) 100 € - Christian Bru 80 € - Jean-Luc Castro 30 € - Gérard Caule 50 € - Guy Delranc 40 € - Bruno Diaz 30 € - Georges Dorso 54 € - Jean Dumas 20 € - Michèle Dutac 14,48 € - Stéphane Esquerre 10 € - Albert Forget 20 € - Thierry Foyard 20 € - François Francart 100 € - André Gallière 30 € - Joël Garreau de Loubresse 8 € - Pierre Goubert 50 € - Marc Hédelin 10 € - Patrick Jacques 15,24 € - Pierre Jallut 25 € - Roger Juin-Rimbert 10 € - Renée Lavaut 20 € - Antoine Lazinier 23 € - Guy Leclerc-Gayrau 20,58 € - Christian Lecocq de Chapiseau 100 € - Jean Mathieu 40 € - Jean-François Maurel 150 € - Alain Mercier 200 € - Michel Paris 50 € - Yolande de Prunelé 100 € - Stéphane Retzmanick 100 € - Alain Saint Paul 25 € - Raymond Tavernier 10 € - Paul Thibaud 50 € - Jean-Marie Tissier 20 € - Jean-Marie de Trémeuge de la Roussière 100 € - Max Woelfle 50 €.

Total de cette liste 1 944.06 €

Total précédent : 14 045.06 €

Total général : 15 989.12 €

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

RELIURES

Nous mettons à la disposition des lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une très belle reliure pleine toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription « *Royaliste* » dorée.

► Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 15 € franco.

► Nous disposons aussi d'anciens numéros du journal pour compléter les collections (prix franco : 2,60 € pièce).

► Vendus aussi par année complète (46 € franco) de 1977 à 2003 (sauf 1979).

INTERNET

Internauts ! communiquez-nous votre adresse courriel et nous vous mettrons sur notre liste de diffusion qui vous rendra destinataires de nos dépêches d'« Actualité royaliste ».

Un simple message (NouAcRoyal@aol.com) à notre intention suffira.

Les dépêches que nous envoyons aux abonnés de la liste peuvent aussi bien contenir des renseignements pratiques (réunions, nouvelles parutions) que des nouvelles brèves sur le royalisme français, l'action des Princes, etc.

► Communiquez-nous également les adresses électronique de vos amis auxquels nous pourrions adresser nos publicités.

► Rappelons également que vous retrouverez sur le site www.narinfo.fr.st

les sommaires de nos dernières publications, l'éditorial de *Royaliste* et les annonces des réunions.

ADHÉSION

Rappelons que l'adhésion à la N.A.R. est indépendante de l'abonnement au journal et que les cotisations sont mensuelles et fixées en principe à 2 % du revenu, étant bien entendu que ce montant n'est qu'indicatif et que les versements sont laissés à la libre appréciation de chacun. La question financière ne devant pas devenir un obstacle à l'adhésion à la N.A.R.

Quant à nos lecteurs qui ne sont pas encore adhérents, nous les engageons vivement à **prendre leur carte**. C'est encore la manière la plus utile de nous aider, de renforcer la N.A.R., de rendre notre action plus efficace et de faire croître notre audience. Sur un simple appel téléphonique (01.42.97.42.57) nous vous enverrons la documentation nécessaire.

FANIONS

Nous proposons des petits fanions de table aux armes de France. En rayonne de format 12 x 14 cm, surmonté d'une lance en plastique, sur un socle en bois verni de 50 mm. hauteur totale 28 cm. Prix franco : 8 €.

► Le même modèle existe aussi avec les armes du dauphin : 8 € franco également.

PHOTOS

Des photos de la Famille de France sont disponibles. Sur simple demande de votre part (tél. : 01.42.97.42.57) nous vous enverrons le petit catalogue illustré qui vous permettra de choisir et de les commander. **Rappel** : le superbe *Album de ma vie* publié par la comtesse de Paris est disponible au prix promotionnel de 26,50 €.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Primes à la terreur

Après le massacre commis par une poignée de fanatiques en Ossétie du Nord, il nous faut modifier et durcir la critique des dirigeants autoproclamés de la conscience nationale.

Sur les principales chaînes de télévision et à la une des quotidiens « de référence » leurs positions sont d'autant plus pures, leurs postures d'autant plus belles qu'ils interviennent, à bonne distance, sur certaines questions internationales dûment sélectionnées.

Le terrorisme islamiste est leur sujet de prédilection. Camper sous les projecteurs au milieu du camp du Bien est agréable, surtout quand on a fait dans sa jeunesse l'apologie du goulag chinois. Dénoncer l'horreur des attentats, étaler sa compassion pour les victimes, proclamer que la quatrième guerre mondiale est commencée - voilà qui donne assurément le beau rôle, moral et martial à la fois.

Depuis des années, nous dénonçons ces bavardages et cette gestuelle. Après Régis Debray (1), nous avons dit et répété qu'un acte terroriste n'avait pas de spectateur mais seulement des complices. Incapables de changer le cours de l'histoire, les terroristes islamistes n'ont d'autre pouvoir que de répandre l'effroi sur le monde.

Ils n'y parviendraient pas sans la publicité inouïe donnée par des médias qui ont atteint le point extrême de la malfaisance lors des attentats du 11 septembre. Qui ne voit, hors de quelques cénacles germanoprats reliés aux maîtres de l'audiovisuel, que la culture de l'émotion donne une formidable prime à la terreur ?

Il y a un autre mode de complicité avec le terrorisme, que j'avais déjà souligné à l'automne 2002 lors de la prise d'otages du théâtre moscovite de la Doubrovka par des Tchétchènes fanatisés.

Comme la « cause tchétchène » a été sacralisée par nos directeurs de conscience, le terrorisme qui frappe la Russie et le Nord du Caucase fait l'objet d'un traitement médiatique tout à fait particulier. L'explosion en vol de deux avions de ligne rus-



ses en août dernier a été commentée avec une rare économie d'adjectifs. Et le massacre de 339 parents et enfants à l'école de Beslan le 3 septembre a été mis aux normes en trois temps : réprobation rapide de la tuerie, banale compassion pour les victimes et virulente dénonciation de Vladimir Poutine.

Les indépendantistes tchétchènes auraient été poussés à bout par les exactions russes et le président de la Fédération de Russie serait un criminel de guerre doublé d'un incapable, élu de surcroît dans des conditions suspectes...

On oublie de dire que l'indépendance de fait de la Tchétchénie, entre 1996 et 1999,

a placé la population du pays, composée de Russes, de Tchétchènes pro-russes et d'indépendantistes, dans la tenaille formée par les islamistes locaux - soutenus par les compères saoudiens et afghans - et par les clans mafieux spécialisés dans les enlèvements de riches tchétchènes et d'occidentaux. Il suffit pourtant de quelques coupures de presse pour se rafraîchir la mémoire.

Les atrocités commises en Tchétchénie par des militaires russes sont indéniables, les carences des forces de sécurité russes sont notoires et Vladimir Poutine est à maints égards critiquable. Mais n'oublions pas l'objectif premier de tous les terrorismes nationalitaires : ruiner la légitimité du pouvoir politique en démontrant, par des attentats sanglants, son incapacité à protéger la vie des simples citoyens et à rétablir la paix dans les régions déstabilisées.

Ainsi, les imprécations lancées à Paris contre le président légalement élu de la Fédération de Russie, lors des attentats qui visent son pays, constituent un encouragement manifeste à de nouveaux massacres.

Nous partageons quant à nous les soucis de ceux qui souhaitent une solution politique à la tragédie tchétchène et nous demandons qu'on examine sérieusement les propositions faites pour éviter d'autres bains de sang dans le Caucase (2).

Dans l'immédiat, la solidarité active exprimée par le président français au peuple russe et au chef d'État qu'il a démocratiquement élu est concrètement nécessaire et politiquement justifiée.

Bertrand RENOUVIN

(1) Lire ou relire le n° 13 des *Cahiers de Médiologie*, consacré à « La scène terroriste », Gallimard 2002, prix franco : 18 €.

(2) cf. l'article de Jacques Sapir dans *Le Figaro* du 8 septembre.